

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 39.569/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 13 décembre 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux abus de marché", a donné le 18 janvier 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. L'arrêté en projet transpose, d'une part, la directive 2003/124/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la définition et la publication des informations privilégiées et la définition des manipulations de marché et, d'autre part, la directive 2004/72/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des opérations suspectes. Ce faisant, le projet d'arrêté recourt à des notions qui, soit ne sont pas celles qu'utilisent ces deux directives, soit qu'il ne définit pas plus avant ou qu'il définit par référence à l'une de ces deux directives.

1.1. Il convient que l'auteur du projet assure, d'une part, une transposition correcte de la directive 2003/124/CE et de la directive 2004/72/CE, précitées, et, d'autre part, une certaine fluidité dans la lecture des textes de façon à garantir la sécurité juridique.

À cet effet, il devrait tout d'abord veiller à ce que les textes ne fassent pas usage de notions différentes de celles des directives. Ainsi, le chapitre II du projet est intitulé "Délits d'initiés et manipulations de marché". Or, la directive 2003/124/CE, précitée, ne vise que les manipulations de marché et le projet d'arrêté, dans la suite de ses dispositions, reprend uniquement cette notion et non celle de "délits d'initiés".

.../...

Il y a donc lieu d'omettre la notion de "délits d'initiés" dans l'intitulé du chapitre II.

1.2. Par ailleurs, l'auteur du projet devrait définir, dans le texte même, les notions nécessaires à sa compréhension. Ainsi, l'article 7, § 1^{er}, du projet, prévoit que :

"Les instruments financiers acquis dans le cadre d'un programme de rachat au sens du règlement n° 2273/2003 doivent faire l'objet d'une affectation immédiate à l'un des objectifs visés à l'article 3 de ce règlement et ne peuvent par la suite être réaffectés à d'autres objectifs que ceux prévus par cet article 3".

Or, pour la notion de "programmes de rachat", ce même règlement 2273/2003 se rapporte à des dispositions de la directive 77/91/CEE du Conseil, du 13 décembre 1976, tendant à coordonner pour les rendre équivalentes les garanties qui sont exigées dans les États membres des sociétés au sens de l'article 58, deuxième alinéa du traité, en vue de la protection des intérêts tant des associés que des tiers, en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital.

Il y a lieu d'éviter, dans le texte du projet, de faire référence à des dispositions d'un règlement européen qui, elles-mêmes, font appel à des dispositions d'une directive. Il appartient à l'auteur du projet de préciser, dans le dispositif, ce qu'il y a lieu d'entendre par "programme de rachat" soit par référence aux dispositions de la législation belge qui en donne la définition, soit en précisant cette définition dans le corps de la disposition concernée ou encore en complétant la liste des définitions figurant à l'article 2 du projet.

Dans le même ordre d'idées, il conviendrait, par exemple, que :

- la notion d'"autorité compétente" qui figure à l'article 6, § 1^{er}, du projet soit définie plus amplement en intégrant, dans l'article 2 du projet, une disposition qui reprenne les termes de l'article 11, alinéa 1^{er}, de la directive 2003/6/CE, précitée, à savoir que l'autorité compétente est l'autorité administrative unique compétente désignée par chaque État membre en vue d'assurer l'application des dispositions adoptées conformément à la directive 2003/6/CE, précitée ¹;

(1) Sa date et son intitulé figurant déjà à l'article 2, 2°, du projet.

- la notion de "prospectus" utilisée à l'article 8, § 1^{er}, du projet, soit, elle aussi, définie ou par référence à la disposition législative qui, dans l'arsenal juridique belge, la précise, ou en insérant la définition dans la liste reprise à l'article 2 du projet.

2. L'auteur du projet doit également s'assurer qu'il introduit, en droit belge, la totalité du contenu des dispositions de la directive qu'il transpose.

Ainsi, l'article 11, paragraphe 1, de la directive 2004/72/CE, précitée, en ce qu'il dégage de toute responsabilité la personne qui de bonne foi dénonce à la CBFA une opération suspecte est transposé dans l'article 25*bis* de la loi du 2 août 2002 sur la surveillance du secteur financier et les services financiers.

En revanche, la question se pose de savoir si le paragraphe 2 de cet article 11 est transposé. Il dispose que :

"Les États membres veillent à ce que les autorités compétentes s'abstiennent d'informer quiconque de l'identité des personnes qui ont notifié ces observations si en le faisant, elles leur nuisent ou risquent de leur nuire. Cette disposition est sans préjudice des exigences des régimes de contrôle d'application et de sanctions de la directive 2003/6/CE et des règles de transfert de données à caractère personnel prévues par la directive 95/46/CE."

Il appartient à l'auteur du projet de veiller à ce que les articles 74 et 75 de la loi du 2 août 2002 en ce qu'elle prévoit que la CBFA est tenue au secret professionnel et ne peut divulguer "à quelque personne ou autorité que ce soit les informations confidentielles dont (elle a) eu connaissance en raison de (ses) fonctions" suffisent à transposer la disposition précitée de la directive, a fortiori, compte tenu de la liste des exceptions à la règle du secret professionnel que ces articles comportent.

Observations particulières

Préambule

Il y a lieu d'ajouter à l'alinéa 1^{er} ", modifiés par l'arrêté royal du 24 août 2005", avant le point-virgule.

.../...

Dispositif

Article 6

Les deux premiers paragraphes omettent certaines précisions nécessaires au regard de l'article 3 de la directive 2004/72/CE, précitée.

L'article 3, paragraphe 2, de cette directive réserve d'abord l'application des dispositions de l'article 11, (alinéa) 2, de la directive 2003/6/CE, précitée, selon lequel :

"Les États membres établissent des dispositions et des procédures efficaces de consultation des participants au marché sur les modifications éventuelles de la législation nationale. Ces dispositions peuvent inclure la création de comités consultatifs auprès de chaque autorité compétente, dont la composition devrait refléter autant que possible la diversité des participants au marché, qu'ils soient émetteurs, prestataires de services financiers ou consommateurs."

L'article 3, paragraphe 2, précité, impose ensuite aux États membres de veiller :

"(...) à ce que les autorités compétentes, avant d'accepter ou non la pratique de marché concernée, consultent de manière appropriée les organismes pertinents, notamment les représentants des émetteurs, des prestataires de services financiers et des consommateurs, d'autres autorités et les opérateurs du marché.

La procédure de consultation doit prévoir la consultation d'autres autorités compétentes, tout particulièrement s'il existe d'autres marchés comparables, que ce soit du fait de leurs structures, des volumes traités ou des types d'opérations effectués".

À cet égard, l'article 6, § 1^{er}, du projet prévoit seulement que :

"Lorsque la CBFA évalue ou réévalue l'acceptabilité d'une pratique de marché particulière, elle consulte, avant de prendre une décision en la matière, les parties intéressées et d'autres autorités compétentes au sens de l'article 11, premier alinéa, de la directive 2003/6/CE."

Ce paragraphe ne transpose et n'exécute, dès lors, qu'insuffisamment les dispositions précitées des directives européennes.

L'article 6, § 2, du projet devrait, quant à lui, préciser de quelle manière la CBFA rend publiques ses décisions sur l'acceptation des pratiques de marché, les termes "de manière appropriée" n'étant pas davantage satisfaisants à cet égard.

Par ailleurs, il serait préférable de remplacer la fin de la seconde phrase du même paragraphe : "(...) précise les critères et considérations qui ont donné lieu à cette décision" par le texte de l'article 3, paragraphe 3, alinéa 2, de la directive 2004/72/CE, précitée, qui prévoit :

"(L'information publiée) précise quels ont été les facteurs pris en compte pour déterminer l'acceptabilité de la pratique concernée, en particulier dans les cas où les conclusions concernant cette acceptabilité diffèrent selon les marchés des États membres."

Article 9

L'article 9 précise les informations à mentionner relativement aux listes des personnes ayant accès à des informations privilégiées.

Telle que rédigée, il s'agit d'une énumération exhaustive alors que la directive 2004/72/CE, précitée, considère qu'il s'agit d'une liste minimale d'informations à donner. Il y a lieu de s'assurer que telle est bien l'intention de l'auteur du projet.

Article 13

Au dernier alinéa, dans un souci de sécurité juridique, il y a lieu de préciser conformément à l'article premier, 1), de la directive 2004/72/CE, précitée, que la personne visée est celle "exerçant des responsabilités dirigeantes au sein de l'émetteur". Cette précision figure au demeurant à l'article 14, 1°, du projet.

Article 15

L'article 15 ne précise pas le délai dans lequel la CBFA est tenue de publier sur son site internet les notifications reçues. L'article 6, paragraphe 4, in fine, de la directive 2003/6/CE, précitée, indique que l'accès à ces informations doit avoir lieu "dès que possible".

Il y a lieu de reprendre cette précision à l'article 15 du projet.

Article 20

Selon le commentaire de cet article dans le rapport au Roi, l'alinéa en projet :

"(...) align(e) la liste des établissements bénéficiant de l'exception sur celle contenue à l'article 25, § 2, de la loi".

Ni l'article 25, § 2, alinéa 3, de la loi du 2 août 2002, précitée, ni l'article 7 de la directive 2003/6/CE, précitée, ne mentionnent cependant de manière générale, à la différence de l'alinéa en projet, les "États, collectivités publiques ou organismes internationaux", de sorte que ces entités, ainsi visées dans leur ensemble, paraissent devoir être omises de l'énumération.

De plus, dans la phrase liminaire de l'article, les mots "de l'arrêté royal du 31 mars 2003 relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis aux négociations sur un marché réglementé belge" doivent être remplacés par les mots "du même arrêté".

Cette dernière observation vaut également pour la phrase liminaire de l'article 21 du projet.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	G. VANDERSANDEN,	assesseurs de la section de législation,
	G. KEUTGEN,	
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 39.569/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 december 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende marktmisbruik", heeft op 18 januari 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Bij het ontworpen besluit wordt enerzijds richtlijn 2003/124/EG van de Commissie van 22 december 2003 tot uitvoering van Richtlijn 2003/6/EG van het Europees Parlement en de Raad wat de definitie en openbaarmaking van voorwetenschap en de definitie van marktmanipulatie betreft omgezet en anderzijds richtlijn 2004/72/EG van de Commissie van 29 april 2004 tot uitvoering van Richtlijn 2003/6/EG van het Europees Parlement en de Raad wat gebruikelijke marktpraktijken, de definitie van voorwetenschap met betrekking tot van grondstoffen afgeleide instrumenten, het opstellen van lijsten van personen met voorwetenschap, de melding van transacties van leidinggevende personen en de melding van verdachte transacties betreft. Daarbij worden in het ontwerpbesluit begrippen gebruikt die ofwel verschillen van die in die twee richtlijnen, ofwel niet nader worden gedefinieerd, ofwel door verwijzing naar één van beide richtlijnen worden gedefinieerd.

1.1. De steller van het ontwerp moet er enerzijds voor zorgen dat de voormelde richtlijnen 2003/124/EG en 2004/72/EG correct worden omgezet en anderzijds dat de teksten vlot leesbaar zijn om de rechtszekerheid te waarborgen.

Daartoe zou hij er in de eerste plaats op moeten letten dat in de teksten geen andere begrippen worden gebruikt dan in de richtlijnen. Zo luidt het opschrift van hoofdstuk II van het ontwerp "Misbruik van voorkennis en marktmanipulatie", terwijl in de voormelde richtlijn 2003/124/EG alleen sprake is van marktmanipulatie en verderop in het ontwerp alleen nog dat begrip voorkomt en niet het begrip "misbruik van voorkennis".

Het begrip "misbruik van voorkennis" in het opschrift van hoofdstuk II moet dus vervallen.

1.2. Voorts zou de steller van het ontwerp in de tekst zelf een definitie moeten geven van de begrippen die noodzakelijk zijn om de tekst te begrijpen. Zo bepaalt artikel 7, § 1, van het ontwerp :

"De financiële instrumenten die middels een terugkoopprogramma in de zin van verordening nr. 2273/2003 zijn verworven, moeten van meet af aan bestemd zijn voor een van de in artikel 3 van deze verordening bedoelde doelstellingen, en naderhand mogen zij niet herbestemd worden voor een andere dan de in voormeld artikel bedoelde doelstellingen".

Voor het begrip "terugkoopprogramma" wordt in diezelfde verordening 2273/2003 echter verwezen naar bepalingen van richtlijn 77/91/EEG van de Raad van 13 december 1976 strekkende tot het coördineren van de waarborgen welke in de Lid-Staten worden verlangd van de vennootschappen in de zin van artikel 58, tweede alinea, van het Verdrag, om de belangen te beschermen zowel van de deelnemers in deze vennootschappen als van derden met betrekking tot de oprichting van de naamloze vennootschap, alsook de instandhouding en wijziging van haar kapitaal, zulks ten einde die waarborgen gelijkwaardig te maken.

Er moet worden voorkomen dat in de tekst van het ontwerp wordt verwezen naar bepalingen van een Europese verordening die zelf verwijzen naar bepalingen van een richtlijn. De steller van het ontwerp moet in het dispositief verduidelijken wat onder "terugkoopprogramma" moet worden verstaan, hetzij door te verwijzen naar de bepalingen van de Belgische wetgeving waarin dat begrip gedefinieerd wordt, hetzij door die definitie te preciseren in de betrokken bepaling zelf, of door de lijst van de definities in artikel 2 van het ontwerp aan te vullen.

Zo ook zou bijvoorbeeld :

- het begrip "bevoegde overheid", dat voorkomt in artikel 6, § 1, van het ontwerp, ruimer moeten worden omschreven door in artikel 2 van het ontwerp een bepaling op te nemen waarin de bewoordingen van artikel 11, lid 1, van de voormelde richtlijn 2003/6/EG worden overgenomen, namelijk dat de bevoegde overheid één

.../...

enkele bevoegde administratieve autoriteit is die elke lidstaat heeft aangewezen om ervoor te zorgen dat de ter uitvoering van de voormelde richtlijn 2003/6/EG vastgestelde bepalingen worden toegepast ¹;

- het begrip "prospectus", dat wordt gebruikt in artikel 8, § 1, van het ontwerp, eveneens moeten worden gedefinieerd, ofwel door te verwijzen naar de wetsbepaling in het Belgische juridische instrumentarium waarin dat begrip wordt omschreven, ofwel door de definitie op te nemen in de lijst vervat in artikel 2 van het ontwerp.

2. De steller van het ontwerp moet zich voorts ervan vergewissen dat hij de hele inhoud van de bepalingen van de om te zetten richtlijn in het Belgische recht opneemt.

Zo wordt artikel 11, lid 1, van de voormelde richtlijn 2004/72/EG, voorzover daarbij de persoon die te goeder trouw een verdachte transactie aan de CBFA meldt van alle aansprakelijkheid wordt ontslagen, omgezet in artikel 25*bis* van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten.

Daarentegen rijst de vraag of lid 2 van dat artikel 11 wel is omgezet. Dat lid luidt als volgt :

"De lidstaten dragen er zorg voor dat de bevoegde autoriteiten de identiteit van de persoon die de transacties heeft gemeld, aan niemand bekendmaken indien dit deze persoon schade zou of zou kunnen berokkenen. Deze bepaling laat de handhavings- en sanctieregelingen van Richtlijn 2003/6/EG en de in Richtlijn 95/46/EG vervatte voorschriften inzake de doorgifte van persoonsgegevens onverlet."

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat de artikelen 74 en 75 van de wet van 2 augustus 2002, waarin wordt bepaald dat de CBFA gebonden is door het beroepsgeheim en "de vertrouwelijke informatie waarvan zij kennis (heeft) gekregen bij de uitoefening van (haar) taken, niet (mag) onthullen, aan welke persoon of autoriteit ook", toereikend zijn om de voormelde bepaling van de richtlijn om te zetten, zeker gelet

⁽¹⁾ De datum en het opschrift ervan worden reeds vermeld in artikel 2, 2°, van het ontwerp.

op de lijst met uitzonderingen op de regel van het beroepsgeheim die deze artikelen bevatten.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Het eerste lid moet, vóór de puntkomma, aangevuld worden met de woorden : ", gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 augustus 2005".

Dispositief

Artikel 6

In de eerste twee paragrafen ontbreken een aantal noodzakelijke preciseringen ten opzichte van artikel 3 van de voornoemde richtlijn 2004/72/EG.

In artikel 3, lid 2, van die richtlijn wordt in eerste instantie een plaats ingeruimd voor de toepassing van de bepalingen van artikel 11, (tweede alinea), van de voornoemde richtlijn 2003/6/EG, luidens hetwelk :

"De lidstaten ten behoeve van marktpartijen doeltreffende overlegregelingen en -procedures vast(stellen) betreffende eventuele wijzigingen in de nationale wetgeving. Deze regelingen kunnen inhouden dat bij elke bevoegde autoriteit een raadgevend comité zitting heeft waarvan de samenstelling een zo goed mogelijke afspiegeling moet zijn van de diversiteit van de marktpartijen, bijvoorbeeld emittenten, verleners van financiële diensten of consumenten."

Het voornoemde artikel 3, lid 2, legt de lidstaten voorts op er zorg voor te dragen :

"(...) dat de bevoegde autoriteiten, voordat zij de marktpraktijk in kwestie al dan niet aanvaarden, overgaan tot een passende raadpleging van belanghebbende organen, zoals vertegenwoordigers van emittenten, aanbieders van financiële diensten, consumenten, andere instanties en marktexploitanten.

.../...

In het kader van de consultatieprocedure dienen ook andere bevoegde autoriteiten geraadpleegd, in het bijzonder wanneer er markten bestaan die vergelijkbaar zijn qua structuur, omvang of type transacties."

Wat dat betreft staat in artikel 6, § 1, van het ontwerp alleen het volgende :

"Wanneer de CBFA onderzoekt of een praktijk als gebruikelijke marktpraktijk kan worden aanvaard of bestendigd, gaat zij, alvorens een beslissing ter zake te nemen, over tot de raadpleging van belanghebbende partijen en van andere bevoegde overheden in de zin van artikel 11, lid 1, van richtlijn 2003/6/EG."

Bij deze paragraaf worden de voornoemde bepalingen van de Europese richtlijnen dus onvoldoende omgezet en ten uitvoer gelegd.

Artikel 6, § 2, van het ontwerp dan weer zou nader moeten bepalen op welke wijze de CBFA haar beslissingen omtrent de aanvaarding van marktpraktijken openbaar maakt. De woorden "op passende wijze" zijn wat dat betreft evenmin voldoende.

Het zou bovendien verkieslijk zijn het einde van de tweede zin van dezelfde paragraaf : "(...) de criteria en overwegingen die tot de beslissing hebben geleid" te vervangen door de tekst van artikel 3, lid 3, tweede alinea, van de voornoemde richtlijn 2004/72/EG, waarin het volgende staat :

"(Bij de openbaarmaking wordt ook een beschrijving gegeven van) de factoren die in aanmerking zijn genomen bij het uitmaken of de praktijk in kwestie aanvaardbaar is, in het bijzonder wanneer op verschillende nationale markten voor dezelfde praktijk tot uiteenlopende conclusies is gekomen wat de aanvaardbaarheid ervan betreft."

Artikel 9

In artikel 9 staat welke gegevens moeten worden vermeld op de lijsten van personen die toegang hebben tot voorkennis.

Zoals de bepaling is gesteld, gaat het om een exhaustieve opsomming, terwijl in de voornoemde richtlijn 2004/72/EG staat dat het gaat om een lijst met minimaal vereiste gegevens. Er dient te worden nagegaan of dit werkelijk de bedoeling is van de steller van het ontwerp.

Artikel 13

In het laatste lid moet, ter wille van de rechtszekerheid, overeenkomstig artikel 1, 1), van de voornoemde richtlijn 2004/72/EG gepreciseerd worden dat de beoogde persoon de persoon is "met leidinggevende verantwoordelijkheid bij de emittent". Die precisering staat overigens in artikel 14, 1°, van het ontwerp.

Artikel 15

In artikel 15 staat niet binnen welke termijn de CBFA de ontvangen meldingen openbaar moet maken op haar website. In artikel 6, lid 4, in fine, van de voornoemde richtlijn 2003/6/EG, staat dat de toegang tot die informatie "zo spoedig mogelijk" verkregen moet worden.

Die precisering moet overgenomen worden in artikel 15 van het ontwerp.

Artikel 20

In de toelichting op dat artikel in het verslag aan de Koning staat dat het ontworpen lid

"(...) de lijst van instellingen die (...) de uitzondering genieten, in overeenstemming (brengt) met de lijst van artikel 25, § 2, van de wet".

Anders dan in het ontworpen lid worden echter, noch in artikel 25, § 2, derde lid, van de voornoemde wet van 2 augustus 2002, noch in artikel 7 van de voornoemde richtlijn 2003/6/EG in algemene zin de "Staten, publiekrechtelijke lichamen

.../...

of internationale instellingen" genoemd, zodat die entiteiten, die aldus worden vermeld, in de opsomming geschrapt lijken te moeten worden.

Bovendien moeten in de inleidende zin van het artikel de woorden "van het koninklijk besluit van 31 maart 2003 betreffende de verplichtingen van emittenten van financiële instrumenten die zijn toegelaten tot de verhandeling op een Belgische gereguleerde markt", vervangen worden door de woorden "van hetzelfde besluit".

Deze laatste opmerking geldt ook voor de inleidende zin van artikel 21 van het ontwerp.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
Mevrouw	J. JAUMOTTE, M. BAGUET,	staatsraden,
de Heren	G. VANDERSANDEN, G. KEUTGEN,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS